

L'ANALYSE DE JEAN-DANIEL LÉVY • CSA Opinion*

Référendum : l'Europe entre en scène

Cette campagne référendaire, dont on était en droit de se demander en début d'année si elle ne serait pas morne, offre aux observateurs de nombreuses raisons de se réjouir. Tout d'abord, un grand débat sur l'Europe a lieu dans le pays, qui ne se limite pas aux seuls « initiés » que sont les journalistes, experts et hommes politiques : il s'agit en effet du premier sujet de conversation des Français. Ensuite, les opinions des électeurs évoluent. Elles sont sensibles à l'actualité, réactives à la campagne et aux arguments des principaux responsables politiques. Enfin, les intentions de vote varient également fortement et promettent une fin de campagne haletante où ni les tenants du oui ni ceux du non ne peuvent être certains de leur victoire.

Après plus d'un mois d'intentions de vote indiquant que le non était majoritaire en France, une courte majorité d'électeurs se dégage désormais en faveur de l'adoption de la Constitution. Que s'est-il passé ? Avançons trois éléments principaux.

1. L'entrée en scène de Jacques Chirac. Le président de la République a officialisé le lancement de la campagne par sa participation à une émission télévisée devant un panel de jeunes. Posant la question référendaire, il est symboliquement aux yeux des Français l'initiateur du départ de la campagne. L'intervention de Jacques Chirac était attendue car les Français souhaitent connaître ses motivations, sa vision de la Constitution, son regard sur l'Europe et le chemin qu'il dessine pour la France au cours des prochaines années. Si les Français ont, le lendemain, jugé sa prestation peu convaincante, force est de constater que le Président a su avancer quelques idées déstabilisantes pour les abstentionnistes, ainsi que pour les électeurs potentiels du non. Deux arguments les ont, plus que les



autres, interpellés : tout d'abord le fait que l'Europe à 25 pays ne peut plus fonctionner sans Constitution ; ensuite, l'impossibilité de renégocier le texte de la Constitution soumise aux suffrages si la France la rejetait.

2. La difficulté des leaders du non à dresser des perspectives et à répondre au président. Dans le contexte où non seulement le non était majoritaire en France, mais où également les Français estimaient que le rejet de la Constitution était une hypothèse tout à fait plausible, il revenait aux ténors du non de contrer les arguments forts mis en avant par le président. Il leur fallait expliquer dans quelle mesure une Constitution serait adoptable en Europe en dépit du rejet par les Français et indiquer dans quelle mesure celle-ci serait renégociable avec les autres partenaires européens. Ce qu'ils n'ont jusqu'à présent pas fait. Il leur revenait par ailleurs de ne pas se posi-

tionner uniquement en fonction de ce qu'indiquaient les tenants du oui, mais également, et surtout, d'inviter les Français à se projeter dans un avenir dont ils auraient défini les contours. En un mot à dresser des perspectives crédibles.

3. La plus grande médiatisation des « ténors » favorables à la Constitution. Outre l'intervention du président de la République, un certain nombre de responsables politiques sont entrés en campagne alors qu'une inversion de tendance dans l'opinion était mesurée : Lionel Jospin certes, mais également Simone Veil, Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing, Gerhard Schröder... Cette arrivée massive dans la campagne d'anciens responsables politiques auxquels les Français accordent une indéniable foi européenne a certes produit ses effets (poursuite et consolidation des intentions de vote favorables à l'adoption de la Constitution et, pour la

première fois depuis fin février, le oui devançant le non), mais a accentué la césure sociale : les faiblement diplômés, d'une part, étant plus encore portés à rejeter la Constitution, les titulaires d'au moins le bac à se prononcer pour son adoption.

Pour autant, cette remontée du oui apparaît fragile. Sur le fond du dossier, une majorité de Français est toujours circonspecte. Le jugement porté sur la politique européenne de ces dix dernières années est toujours majoritairement négatif. Les orientations de la Constitution sont jugées économiquement trop « libérales » et suscitent le doute sur la capacité de l'Europe, une fois le traité adopté, à pouvoir développer une politique correspondant aux attentes des Français. En dépit d'une légère majorité d'électeurs favorables au texte, on ne mesure donc pas de grande adhésion à son égard. L'attitude aujourd'hui consiste ainsi pour les Français, à défaut d'autres propositions, à avaliser le traité afin de conserver l'outil européen.

Ainsi, la réflexion des Français a évolué au cours des dernières semaines. Leurs jugements – et conséquemment leurs intentions de vote – ne sont plus seulement liés à la représentation du contenu du traité. Aujourd'hui, les perspectives « post-référendum » prennent le pas sur les autres dimensions. Dans ce contexte, l'adoption d'une Constitution apparaît pour une majorité de nos concitoyens comme la moins mauvaise des solutions : aujourd'hui, ils privilégient la sécurité d'un outil nécessaire à l'aventure d'une Europe à reconstruire. Il serait pour autant surprenant que les intentions de vote n'évoluent pas au cours des prochains jours.

(*) Jean-Daniel Lévy analyse régulièrement pour *La Tribune* l'évolution des intentions de vote des Français pour le référendum sur le traité constitutionnel européen du 29 mai.

carnet

Thibaud de Fourtou et Jean-François Phan Van Phi au directoire d'Eurofactor

Thibaud de Fourtou continue d'assurer la direction générale de Transfact et prend en charge la direction commerciale France, la direction des relations clients et l'administration des ventes. Agé de 37 ans, titulaire d'un DESS « Finance d'entreprise » (Dauphine) et diplômé de l'Insead, il intègre Transfact en 1996 en tant que directeur régional à Nantes, puis occupe les fonctions de responsable financier et crédit, directeur marchés professionnels et directeur général adjoint. Jean-François Phan Van Phi reste directeur du développement et du marketing groupe Eurofactor et vice-président de l'International Factors Group. Il prend en charge le développement international, le département servicing titrisation, la cellule de développement import, le service communication institutionnelle et le service stratégie produits et marketing européens. Agé de 43 ans, il est titu-

laire d'une licence de lettres (Sorbonne) et diplômé de HEC et de l'IEP de Paris.

CEA ▶ Yves Caristan
Il prend la direction du CEA de Saclay. 54 ans, ENS Ulm, PhD géophysique MIT, docteur d'Etat en physique, il conserve sa fonction de directeur des sciences de la matière du CEA.

CADREMPLOI ▶ Pierre Conte
Il devient président du conseil d'administration. Il est président de Publiprint et DGA du groupe Express-Expansion.

EURO RSCG 4D ▶ Thuy-Tien Gluck, Laetitia Santini et Salah Ben Maftah
Ils sont nommés respectivement aux postes de directrice conseil, directrice de clientèle et de project manager. Thuy-Tien Gluck, 38 ans, ESC Paris, occupait depuis 2000 le poste de vice-président brand advertising direct marketing Europe chez JP Morgan Fleming Asset Management. Laetitia Santini, 31 ans, Sup de co, maîtrise en marketing international, était consultante senior chez MRM. Salah Ben Maftah, 31 ans, Essec, a travaillé pour la Ligue de football profes-

sionnel et la Fédération française de golf sur des projets CRM.

FFC ▶ Rodolphe de Saint-Hilaire
Il rejoint la Fédération française des constructeurs de maisons individuelles en qualité de secrétaire général délégué. ESCP, il a réalisé toute sa carrière dans le marketing et la communication. Il a notamment été directeur général de l'agence Dolci et vice-président d'Effivente.

PDGB ▶ Betty Toulemont et Roy Arakélian
Ils ont été nommés associés de cette société d'avocats. Betty Toulemont, spécialisée en fiscalité des entreprises, intervient en qualité de conseil dans le cadre d'audits ou de contentieux fiscaux. Roy Arakélian a intégré le département Private Equity de PDGB en 2003 après avoir exercé au sein du cabinet Sokolow, Dunaud, Mercadier & Carreras. Il est spécialisé en matière d'opérations de fusions-acquisitions, de restructuration et de capital-risque.

CARREKER ▶ Jean-Marc Govignon
Il se voit confier le poste de principal international de la division revenue enhance-

ment de ce cabinet de conseil et éditeur de solutions logicielles pour les banques. 35 ans, Centrale Paris, IEP Paris, il était contrôleur de gestion et directeur d'agence au Cetelem.

ARJIL ALTIUM CAPITAL ▶ Christine Maulet-Mandel
Elle rejoint le groupe en tant que senior adviser pour le secteur pharmacie-santé. Docteur en médecine et spécialiste du secteur pharmaceutique, elle a travaillé avec Rhône Poulenc Santé, Morgan Grenfell, Société Générale et Rothschild et Cie.

LINUX CONSEIL ▶ Marc Atallah
Il est nommé directeur des opérations et prend la responsabilité de l'intégration de deux filiales créées à Calgary (Canada) et Gdansk (Pologne). Agé de 33 ans, il était depuis 2000 directeur associé et cofondateur de la société Ypok, spécialisée dans le conseil et l'intégration Open Source.

RESPONSABLE
fdegan@latribune.fr
FAX : 01.44.82.16.18
TÉL. : 01.44.82.17.70